

Document

Compétitivité : la crise fait trébucher les Etats-Unis au profit de la Suisse (09.09)

Le Monde – 08.09

Avec la crise économique, on aurait pu croire que les experts allaient fondamentalement modifier leur jugement sur la compétitivité économique des différents pays de la planète. La publication, mardi 8 septembre, du rapport annuel du World Economic Forum (Forum de Davos), le Global Competitiveness report 2009-2010, montre que ce chamboulement n'a pas eu lieu.

Les Etats-Unis perdent toutefois leur place de pays le plus compétitif, qu'ils détenaient depuis plusieurs années, au profit de la Suisse, qui de numéro deux devient numéro un. Mais globalement, on observe relativement peu de changements dans ce palmarès prenant en compte 133 pays. En particulier, les 20 premiers de 2008-2009 restent les 20 premiers cette année. A l'exception de la Nouvelle-Zélande qui accède au peloton de tête, en raison de la rétrogradation de l'Islande, de l'Irlande et de la Malaisie, qui la précédaient l'an passé.

La France reste stable au seizième rang, ainsi que l'Allemagne (7e), tandis que la Grande-Bretagne passe de la douzième à la treizième place.

LES CRITÈRES FINANCIERS, UNE FRACTION DES PARAMÈTRES PRIS EN COMPTE

Certes les pays dont *"la sophistication des marchés financiers"* avait été relevée sont pénalisés cette année. Ce qui est le cas des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Mais les critères financiers ne représentant qu'une petite fraction des 110 paramètres pris en compte pour ce classement, leur poids est relatif.

Les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) progressent, à l'exception de la Russie, qui rétrograde de douze places en raison, entre autres, de son gouvernement et de ses relations inéquitables avec les entreprises, du manque d'éthique de celles-ci, du non-respect des droits de propriété industrielle, entre autres. Les pays africains restent dans les profondeurs du classement, à l'exception de l'Afrique du Sud, qui demeure à la 45e place.

Si le classement change peu, malgré la crise, c'est aussi parce que les experts de Davos ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de modifier leur grille d'analyse. Elle repose sur un savant dosage de critères quantitatifs, comme le taux d'inflation, l'ampleur du déficit public, la durée de vie de la population, le pourcentage de femmes au travail, etc. Et des critères qualitatifs, résultant d'un sondage mené auprès de 13 000 dirigeants de 133 pays, entre janvier et mai 2009. Cette grille permet de mesurer les performances des pays dans douze domaines, allant de la qualité de leurs institutions, de leurs infrastructures, de leurs systèmes de formation et de soins, en passant par leurs résultats en matière de recherche et d'innovation, l'efficacité du marché du travail ainsi que de *"la sophistication des marchés financiers"*.

Celle-ci n'aurait-elle pas pourtant été à l'origine de la crise, et ne devrait-elle pas au contraire être désormais valorisée plus prudemment ? *"La qualité des marchés financiers, la robustesse des banques d'un certain nombre de pays ont été revues à la baisse"*, expliquent les auteurs. Mais ils redoutent que les critiques relatives au manque de régulation du secteur financier en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis n'incitent tous les pays du monde à renforcer leurs règles, même ceux qui étaient déjà très contrôlés. *"Ce serait une mauvaise leçon à tirer de la crise"*, assurent-ils.

Leur grille, mise au point pour juger *"de la capacité des pays à maintenir une croissance économique durable et une prospérité à long terme"*, serait aussi valable en période de crise, estiment les auteurs. Car *"ces critères de compétitivité dans une multitude de secteurs, permettent aussi de juger quels sont les pays qui se remettront le plus vite de la crise et qui rebondiront le plus haut"* assurent-ils.

Les bons et les mauvais points de la France

La France reste à la seizième place du classement sur la compétitivité du World Economic Forum. La qualité des infrastructures de transport, de communication, de production et distribution d'énergie, est saluée. Autre bon point : le système de soin et la qualité du système éducatif. Ainsi que les mesures prises en faveur de l'innovation et que l'environnement des affaires.

En revanche, la France garde deux mauvais points : l'ampleur de son déficit public (que la crise va encore aggraver), et la rigidité du marché du travail.

Deux raisons qui expliquent sans doute pourquoi les économistes interrogés par le WEF estiment que la France va pâtir de la crise; mais moins que l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis.